

Bureau- Séance du 26/01/2024

Intervention opérationnelle

Avenant n°7 à la convention opérationnelle « HALLUIN (59279), RONCQ (59508) ET TOURCOING (59599) - TERRITOIRE TOURQUENNOIS - SITES HABITAT »

Délibération n°B/2024/007

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n°90-1154 du 19 décembre 1990 portant création de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France modifié par les décrets n°2006-1131 du 8 septembre 2006, n°2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1736 du 29 décembre 2014 et n°2021-1061 du 06 août 2021 ;

Vu le décret n°2022-997 du 11 juillet 2022 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances des EPIC de l'Etat ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 18 février 2022 portant nomination de la directrice générale de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France ;

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France approuvé par délibération du conseil d'administration du 28 janvier 2022 ;

Vu la délibération n°2019/093 du conseil d'administration du 29 novembre 2019 portant approbation du volet général (objectifs stratégiques et financiers) du programme pluriannuel d'intervention pour la période 2020-2024 ;

Vu la délibération du conseil d'administration n°2020/004 du 13 mars 2020 donnant délégation au Bureau pour approuver les conventions opérationnelles et leurs avenants dans la limite du seuil financier de 5 millions d'euros HT correspondant à l'enveloppe prévisionnelle d'intervention fixée dans la convention opérationnelle ou dans un de ses avenants ;

Vu la délibération n°2022/01 du conseil d'administration du 28 janvier 2022 relative à l'élection du président du conseil d'administration et à l'élection des trois vice-présidents du conseil d'administration ;

Vu la délibération n°2022/02 du conseil d'administration du 28 janvier 2022 relative à l'élection des nouveaux membres du bureau ;

Vu la délibération du conseil d'administration n°2023/023 du 24 novembre 2023 portant approbation du budget initial 2024 de l'établissement ;

Vu la convention opérationnelle passée avec la METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE pour l'opération dite « TERRITOIRE TOURQUENNOIS - Sites habitat » sur la commune de HALLUIN – Customagic, rue de la Lys;

Vu l'avenant n°1 signé le 04/11/2009

Vu l'avenant n°2 signé le 27/04/2010

Vu l'avenant n°3 signé le 19/07/2012

Vu l'avenant n°4 signé le 08/07/2014

Vu l'avenant n°5 signé le 12/07/2016

Vu l'avenant n°6 signé le 04/07/2018

Vu le projet d'avenant n°7 annexé à la présente délibération ;

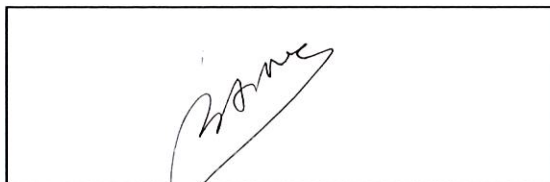
L'instance délibérante de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France,  
sur proposition du président,

- Approuve le projet d'avenant n°7 à la convention opérationnelle signée le 16/04/2009 ;
- Autorise la directrice générale de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France à finaliser, signer et exécuter l'avenant n°7 susvisé ;
- Approuve l'application, lors de la cession de l'assiette foncière de l'opération, d'une décote exceptionnelle déterminée en maintenant le prix de cession d'un montant de 955 817,51 € HT;
- Autorise la directrice générale de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France à signer l'acte de cession dans ces conditions et tous documents en découlant ;

La directrice générale

Le président du bureau

Catherine BARDY



Salvatore CASTIGLIONE



*La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France <http://epf-hdf.fr> (dans le recueil des actes administratifs) et sera également consultable, ainsi que toutes pièces s'y rapportant, au siège de l'établissement situé 594 avenue Willy Brandt à Lille.*

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59000 Lille par courrier recommandé ou via l'application télérecours citoyen disponible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de l'Etablissement public foncier de Hauts-de-France (R 421-1 code de justice administrative).*

*Elle peut, dans ce même délai de deux mois et préalablement à une saisine du tribunal administratif compétent, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France.*

*L'absence de réponse de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France au terme d'un délai de 2 mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet dudit recours.*

*En cas de rejet explicite ou implicite du recours gracieux par l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France, un recours contentieux pourra être exercé devant le tribunal administratif de Lille (ou Amiens selon le cas) selon les modalités ci-dessus rappelées et ce, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du rejet explicite ou de la naissance de la décision implicite de rejet.*